

de la fabrication de l'acier et des effets de la négociation Kennedy sur la production sidérurgique, en particulier sur la Sysco, le ministre pourrait-il renseigner le comité davantage aujourd'hui sur les mesures envisagées pour venir en aide à cette compagnie? Cette aide lui sera-t-elle accordée aux mêmes conditions qu'aux autres industries canadiennes? Par exemple, depuis l'entrée en vigueur de la loi d'urgence sur l'aide à l'exploitation des mines d'or, sauf erreur, de 180 à 190 millions de dollars ont été versés dans cette industrie. Et la dépense en valait bien la peine. Le ministre est-il en mesure à cette heure tardive, avant l'ajournement, de nous donner, au nom du cabinet, des nouvelles encourageantes à propos de ce que le gouvernement fédéral compte faire pour assurer l'avenir de plus de 3,000 travailleurs de l'acier et leurs familles à Sydney? Seront-ils réduits au chômage?

Le ministre reconnaîtra sûrement que le gouvernement de la Nouvelle-Écosse a fait tout ce qu'il a pu pour exploiter cette aciérie. Toutefois, la province tout bonnement ne possède pas les fonds nécessaires pour financer cette industrie. Si j'ai bien compris, elle a simplement demandé un prêt au gouvernement fédéral. J'espère qu'il lui sera accordé. Le gouvernement fédéral, si je ne me trompe, a rejeté la demande et proposé à la place de fournir 2 millions de dollars ainsi que d'autres avantages.

Le ministre nous dira-t-il qu'aucune mesure ne sera prise à cet égard? Ou bien peut-il nous dire que le cabinet a pris une décision ce matin—si toutefois il y avait assez de ministres pour une réunion du cabinet.

Une voix: Demandez-lui ce qu'a dit le chef du parti libéral en Nouvelle-Écosse.

M. Muir (Cap-Breton-Nord et Victoria): Il a dit que le premier ministre de la Nouvelle-Écosse aurait dû demander au gouvernement fédéral une simple subvention afin d'acheter cette aciérie, et non un prêt. J'espère que le ministre partage l'opinion du chef du parti libéral en Nouvelle-Écosse et qu'il est en mesure de nous informer, comme M. Regan l'a dit à Halifax, que l'on a décidé d'accorder une subvention de 10 ou 12 millions de dollars.

● (12.50 p.m.)

Assurément, si nous pouvons financer certaines des entreprises folles que le gouvernement échafaude, nous devrions aussi financer l'industrie ou tout au moins l'aider à se financer. Le ministre de l'Industrie devrait être le premier à s'en rendre compte, et il devrait en convaincre ses collègues. Il lui incombe de créer des emplois, car il est ministre de l'In-

[M. Muir (Cap-Breton-Nord et Victoria).]

dustrie. Si le ministre originaire de la Nouvelle-Écosse est si insignifiant au sein du cabinet qu'il ne peut rien obtenir en fait d'aide pour les milliers de métallurgistes de Sydney, leurs familles et ceux qui les desservent, le ministre originaire du Québec, qui sait, lui, combien il est pénible d'être à la portion congrue, devrait trouver le moyen de venir à la rescousse de son collègue néo-écossais en se dressant contre tous les émules de Goldwater qui font partie du cabinet. Peut-être suis-je en train de parler à un de ceux-là; je ne suis pas sûr, mais je l'ai déjà pensé bien des fois.

Je demanderais donc au ministre de prendre la parole en ce moment pour nous dire des mots d'encouragement et non uniquement de sympathie, comme il l'a fait l'autre soir à l'endroit des débardeurs de North Sydney. Nous avons la sympathie du gouvernement, celle du ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration, du premier ministre et du ministre de l'Industrie, mais cela ne met pas d'argent dans les poches des chômeurs, qu'ils soient ouvriers de l'acier ou dockers. Je demanderais au ministre d'avoir l'amabilité de prendre la parole pour nous mettre au courant de ce que le gouvernement a fait ou entend faire à l'égard de la situation tragique et très grave qu'affrontent aujourd'hui les travailleurs de l'acier de Sydney et des régions voisines.

L'hon. M. Drury: Monsieur le président, je ne saurais rester insensible à cet éloquent plaidoyer en faveur des ouvriers de l'acier de Sydney. Malheureusement, le député a un peu diminué la sympathie dont il a parlé en qualifiant l'un de mes collègues du cabinet de gringalet...

M. Muir (Cap-Breton-Nord et Victoria): Non, non. Insignifiant.

L'hon. M. Drury: ... et d'autres qu'il n'a pas nommés, y compris peut-être moi-même, de Goldwaters. Si je comprends bien, ce qualificatif a un sens péjoratif. Ces quelques petites pointes ont plutôt pour effet de diminuer...

M. Muir (Cap-Breton-Nord et Victoria): Ne soyez donc pas si susceptible. Quel enfantillage. Poursuivez vos observations.

L'hon. M. Drury: Une fois de plus, l'attitude du représentant...

M. Muir (Cap-Breton-Nord et Victoria): Vous n'êtes pas en classe de catéchisme, vous savez.

L'hon. M. Drury: Une fois de plus, le représentant plaide la cause des ouvriers de l'acier de Sydney, nous suppliant d'être compréhensifs et bienveillants; il ne nous y dispose pas